



PROJECT MUSE®

Dictionnaire de la Seconde Guerre mondiale en Belgique
(review)

Raphaël Spina

Le mouvement social, Number 226, janvier-mars 2009, pp. 110-112 (Review)

Published by Association Le Mouvement Social

➔ For additional information about this article

<https://muse.jhu.edu/article/260275>

fanatique qu'incompétent, ou encore le candidat proposé par l'occupant. Parmi les victimes, l'incompréhension revient fréquemment à travers des requêtes respectueuses à l'administration de Vichy, toujours rejetées. Le livre présente la formation en 1943 d'une association de propriétaires de biens arianisés et, en septembre 1944, d'une association des administrateurs provisoires soucieux de défendre leur réputation et leurs intérêts. À la Libération, tel représentant de la Caisse trouve inconvenant « que les spoliés fussent rapidement et intégralement indemnisés alors que les victimes de bombardements ne pourront l'être avant longtemps ». Au même moment, des administrateurs provisoires s'associent à des représentants ouvriers pour contrecarrer une restitution, avec l'idée d'entraver le recouvrement par les patrons juifs de leur richesse antérieure... Progressivement, entre les pouvoirs d'État et d'occupation d'une part et la société d'autre part, le lecteur voit ressortir des réseaux, des groupes sociaux, des fonctions. Les conditions de possibilité de l'aryanisation prennent corps, au gré des conjonctions de stratégie ; leurs limites aussi, avec les discordances. Florent Le Bot annonçait sa volonté d'enrichir la connaissance de l'aryanisation des biens juifs par l'étude de l'implication de la société française. Par son approche de mi-hauteur, le livre remplit l'objectif.

Nicolas HATZFELD

Paul ARON et Jean GOTOVITCH (sous la direction de). – *Dictionnaire de la Seconde Guerre mondiale en Belgique*. Bruxelles, André Versaille éditeur, 2008, 527 pages.

Il n'existe pas encore de grande synthèse scientifique sur le sort, pendant la guerre, de notre voisin du nord si proche et souvent si méconnu. Soixante contributeurs de haute volée tentent un premier essai pour combler cette lacune. Leur très complet *Dictionnaire de la Seconde Guerre mondiale en Belgique* représente la somme la plus aboutie des acquis de la recherche récente.

Deux cents entrées prennent le parti de balayer l'épreuve dans la totalité de ses dimensions : Résistance et collaboration, opérations militaires, lieux belges emblématiques de la terreur et de la Shoah, économie et sociétés, mais aussi alimentation, loisirs, arts et culture (bande dessinée incluse, cela va sans dire...), et tout ce qui a trait à la vie quotidienne d'un pays livré au pillage, à la pénurie et au marché noir. D'où la présence d'articles parfois inattendus, tels « colza » ou « papier ». Division linguistique oblige, des contributions sont dédoublées, de manière typiquement belge : Résistance et Collaboration ont droit chacune à un texte pour leur pan francophone et néerlandophone, ou bien l'impact de la guerre sur la littérature selon sa langue d'expression. Dépassant à raison les bornes chronologiques posées par son titre, l'ouvrage évoque aussi les mémoires opposées du premier conflit mondial, les débats d'avant-guerre sur une neutralité vite frileuse et illusoire, la mobilisation générale très lourde de la Drôle de Guerre. De même, la gestion politique et économique et bien sûr mémorielle de l'après-guerre donne lieu à de bonnes pages, ou la « question royale », pour laquelle les comptes de 1940 ne sont soldés qu'en 1951. Peu de biographies, délaissées délibérément au profit des groupes, des ensembles et des événements. Certains articles incluent un portrait brossé à grands traits de Spaak et Pierlot, du régent Charles ou de Degrelle, mais la controverse Hergé n'est qu'effleurée, et on reste sur sa faim quant à l'ambigu gouverneur von Falkenhausen, proche de la résistance allemande, mais qui n'en met pas moins en oeuvre terreur et exploitation. Une mise au point d'ensemble sur certains personnages-clés aurait peut-être été bienvenue. Mais l'ouvrage tranche clairement, par exemple, le débat capital sur Léopold III, montrant que le souverain, perçu diversement par l'opinion, a d'un bout à l'autre voulu le retrait du royaume de la guerre, a ignoré ou gêné la Résistance intérieure et extérieure, n'a jamais élevé

la voix contre les exactions allemandes ni apporté, en restant, d'amélioration au sort de son peuple.

La clarté, le sérieux et les qualités de synthèse des contributions (de deux colonnes à une demi-douzaine de pages) rendent cet ouvrage accessible au lecteur amateur. L'abondance de détails, de chiffres, d'éléments nouveaux et de mises au point historiographiques fera la joie du spécialiste. Certains articles sont illustrés ou s'ouvrent sur des définitions conceptuelles concises et très à propos. Pour approfondir, le volume se clôt sur 25 pages de bibliographie. Il s'ouvre sur une introduction utile d'une vingtaine de pages, qui retrace les évolutions de la mémoire collective et savante depuis 1945. Comme en France, les années 1970 ont marqué la fin des tabous d'après-guerre : question royale, auto-victimisation constante du mouvement flamand, collaboration des autorités d'Anvers aux rafles de Juifs – qui entraînèrent deux fois plus de déportations en proportion qu'à Bruxelles, où la municipalité refusa de distribuer les étoiles jaunes et de prêter sa police. Trop récent, le rapport d'historiens commandité en 2007 par le gouvernement, *La Belgique docile*, n'est pas évoqué : il faisait le point sur l'engrenage qui a conduit les autorités belges à s'impliquer dans l'aryanisation et la déportation au nom du « moindre mal ». Mais les conclusions des deux sommes vont dans le même sens.

Une approche comparatiste est parfois tentée, ainsi ce panorama européen original du « marché noir ». Elle manque à d'autres moments. L'ouvrage aurait gagné à rappeler que la petite Belgique fournit plus de volontaires pour le travail en Allemagne ou pour le front de l'Est que la France entière, ou qu'elle compta plus d'internés pour collaboration. Le concept d'accommodement, en vogue depuis les travaux de Ph. Burrin sur la France occupée, est utilisé, mais ce sont surtout les concepts plus spécifiquement belges de « politique du moindre mal » ou d'« ordre nouveau » qui reviennent ici en leitmotiv.

Les grandes étapes de l'histoire du plat pays occupé sonneront familièrement au lecteur français : désarroi initial, population d'abord soudée autour d'une figure tutélaire restée sur place (Maréchal français, Roi belge) avant prise de distance croissante, premiers balbutiements de la Résistance le 11 novembre 1940, impopularité de la collaboration, entrée des communistes dans la résistance armée à outrance fin 1941, choc du STO qui révolte une population massivement concernée, radicalisation de la Résistance et de la répression dans les derniers mois de l'Occupation (la Belgique n'a pas eu d'Oradour ni de Vercors, mais les 8 derniers mois totalisent la moitié des arrestations et l'essentiel des exactions sauvages), libération doublée d'épuration spontanée et légale, déception pour la Résistance incapable de se transformer en force politique durable, et vite désarmée puis marginalisée.

Particularités belges à ce tableau d'ensemble : la politique hitlérienne jouant Flamands contre Wallons dans la continuité – limitée – de la *Flamenpolitik* de 1914, le moindre poids du communisme dans la vie politique (il ne peut capitaliser sur son activisme clandestin pour devenir en 1945 un parti puissant, et n'en sera jamais un), le moindre rôle des universités dans la Résistance, l'absence d'un Jean Moulin pour unifier celle-ci ou d'un De Gaulle pour galvaniser et cristalliser les enthousiasmes (le retour dans l'indifférence du gouvernement Pierlot à Bruxelles n'a rien d'une descente des Champs-Élysées). Enfin, la rapidité de la Libération n'a laissé aucune place aux tentatives insurrectionnelles. Elle a aussi épargné la terre brûlée à un pays largement intact, lui permettant de redémarrer son économie et d'assainir ses finances très vite.

L'histoire est destruction de mythes, et ce dictionnaire confirme la démolition de plus d'un. La légende de la « Wehrmacht aux mains propres », bien ébranlée en Allemagne depuis une décennie, apparaît d'une pareille inanité en Belgique. La toute-puissance de la « Gestapo » (du Sipo-SD), aux effectifs si réduits, pâlit aussi et oblige à réévaluer plutôt l'importance des délateurs et de la rationalisation efficace de sa triste

besogne. Les effectifs dérisoires de l'occupant pour administrer la Belgique (à peine un millier de fonctionnaires) balayaient toute idée que les Allemands auraient pu procéder par eux-mêmes et faire plus de mal sans la compromission d'institutions autochtones.

Les mythes nationalistes flamands sont pareillement démontés. Le martyr des soldats néerlandophones de l'Yser en 1914 sous les ordres d'officiers francophones impitoyables est qualifié de vision rétrospective excessive. De même, la répression de la collaboration ne fut pas dirigée contre la communauté et le mouvement flamands, même si 62 % des condamnés pour collaboration furent effectivement néerlandophones. Nuancé, l'ouvrage évite d'opposer une Wallonie résistante à une Flandre collaboratrice. Il confirme la surreprésentation réelle de la Wallonie dans la Résistance (71 % des journaux clandestins, 79 % des sabotages), la plus grande visibilité du collaborationnisme en Flandres, où ses représentants sont moins impopulaires. Mais il rappelle qu'une région industrielle a plus vocation à concentrer les cibles de sabotages, dispose d'une cohésion sociale plus forte propice à l'action collective, d'une plus grande détresse matérielle catalysant l'engagement, et d'une vieille culture politique contestataire. Principale éprouvée par les atrocités allemandes de 1914, la région francophone fut aussi stimulée par un patriotisme belge plus difficile à éprouver pour de nombreux flamingants en rupture ancienne avec une Belgique unitaire jugée discriminatrice. Enfin, sans parler des ambiguïtés initiales du communisme belge, la classe ouvrière wallonne entra dans ses premières grandes grèves moins par patriotisme que pour des raisons matérielles. Et sur des points essentiels, il n'y eut guère de divergences de réaction entre les deux communautés.

Quelques rayons de réconfort sur un sombre tableau. L'État belge, donné pour artificiel, a survécu à la guerre, et même retrouvé une relative unité dans l'épreuve. Une « culture du compromis » d'après-guerre en est née. Par ailleurs, la Résistance n'a pas à rougir de son bilan, avec 30 000 membres arrêtés dont la moitié assassinés, une œuvre considérable de renseignement, de sabotage, de sauvetage, de guérilla, d'aide aux troupes alliées et d'échec efficace à la terre brûlée. Ne se contentant pas d'un inventaire classique des mouvements de l'ombre et de leurs modalités d'action, l'ouvrage intègre les problématiques contemporaines : une quasi-anthropologie du résistant cerne les mécanismes de l'engagement individuel, du rapport quotidien à la clandestinité, à la solitude, à la peur, au temps et à l'espace, enfin à la torture et à la mort. Chaque article renvoie à un ou plusieurs autres, ce qui rend possible une suite logique de lectures sur un même sujet. La fragmentation des informations, inhérente au genre du dictionnaire, oblige parfois à chercher un peu laborieusement dans d'autres articles, y compris non-indiqués, des compléments aux données de l'un. Ainsi la puissante presse communiste est évoquée à l'article « Parti communiste belge », mais ses chiffres se trouvent dans « Presse clandestine ». Pour un aperçu complet de l'affaire Léopold, mieux vaut d'abord lire « Roi », « royalisme » et « ordre nouveau » avant de retourner à « question royale » et « régence ». Le célèbre « faux *Soir* » n'est pas mentionné à l'article sur la presse, mais se découvre à « Humour ». Des considérations capitales sur la préparation juridique de l'Épuration ne sont pas à « répression », mais au milieu de « Gouvernement de Londres ». Le sort des Juifs est dispersé sur une bonne demi-douzaine d'articles. Un regroupement des contributions en quelques parties thématiques aurait peut-être évité cet effet de puzzle. Cela n'ôte rien au caractère passionnant de l'ensemble.

Le public français peut se rappeler enfin qu'au moins jusqu'en 1943, le Nord-Pas-de-Calais fut dirigé depuis Bruxelles (un fait ici peu mentionné). Les déportations de Juifs du Nord mais aussi, cas exceptionnel en France, de Tziganes se firent depuis le camp belge de Malines. Aussi l'histoire de la Belgique occupée, au-delà de son immense intérêt intrinsèque, touche également en partie à la nôtre.

Raphaël SPINA

